



Porté par



Financé par



Problématique générale

Les échanges effectués entre Bruxellois sont très dépendants de l'euro, car ils sont la plupart du temps réalisés à l'aide de la monnaie officielle.

Durant 3 années, (E)Change Bruxelles a exploré le potentiel de résilience de systèmes d'échange alternatifs à l'euro dans le cas d'une perte de confiance brutale ou modérée dans notre monnaie officielle.

Questions de recherche autour de la semaine sans euro

Le dispositif expérimental autour de la semaine sans euros utilise tous les systèmes d'échange étudiés ou même créés pendant le projet, et même au-delà. Tous ces systèmes sont mis à contribution pour répondre à la question suivante : que se passe-t-il si nous sommes confrontés, en région bruxelloise, à une indisponibilité de l'euro ?

Plus précisément, deux axes de questions ont été étudiés :

1. Peut-on vivre à Bruxelles sans euros ? Quels sont les besoins que l'on peut satisfaire, avec plus ou moins de facilité, à l'aide des systèmes d'échange alternatifs à l'euro ?
2. Qu'apportent les systèmes d'échange alternatifs à l'euro en termes de résilience ?

La méthode et les co-chercheurs

L'expérience a été menée en trois temps :

- L'atelier de simulation : lui-même préparé à l'aide d'un questionnaire préalablement envoyé à tous les participants - qui a permis de se projeter dans une semaine sans euros et d'identifier quels seraient nos besoins, quels systèmes d'échange seraient disponibles (ou non) dans le projet (E)change-Bruxelles, et donc quels besoins on pourrait satisfaire à l'aide de ces systèmes. Ce 1er atelier aura aussi servi à nourrir l'invitation envoyée aux participants à l'expérience grandeur nature.
- La semaine sans euro, grandeur nature, pendant laquelle une série de personnes vivant à Bruxelles ont tenté l'expérience de se passer de la monnaie unique, sur le terrain, au jour le jour (en remplissant un journal de bord chaque soir).
- L'atelier de réflexions et de synthèse sur les enseignements à tirer de cette semaine, avec une attention particulière portée à la formulation de recommandations aux collectifs de citoyens gérant ces systèmes. Lui-même a été découpé en deux parties : les

Fiche thématique – Vivre sans euro

recommandations aux ASBL en tant que systèmes complémentaires à l'euro et les recommandations au cas où ces systèmes en viendraient à assumer un rôle qu'ils ne se sont pas fixé : remplacer momentanément la monnaie unique.

Au total, une quarantaine de personnes ont participé aux différents stades de cette expérimentation (parfois à plusieurs stades).

Résultats

1. Besoins plus ou moins récurrents

Les résultats à ce stade ont nourri l'expérience mais n'apportent pas de connaissances nouvelles: les habitants bruxellois ont des besoins en termes d'alimentation, d'éducation, culture, loisirs, de déplacements, de logement (meublé et décoré), de santé et d'hygiène.

2. Systèmes alternatifs

En plus des systèmes directement étudiés dans le projet (SEL, RES, Zinne), nous avons listé plusieurs autres systèmes mobilisables en cas d'indisponibilité de la monnaie unique : pages Facebook, Hoplr, frigos solidaires, potagers collectifs, autoproduction (récupération d'eau de pluie, photovoltaïque sur le toit,...),...

Le système jugé le plus utile est la monnaie locale citoyenne (la Zinne). Et certains besoins peuvent être comblés par différents systèmes d'échange (babysitter via un SEL ou acceptant la Zinne; acquisition de compétences via un SEL, un RES ou un cours particulier payable en Zinne). Cette redondance (au sens positif de multiples moyens d'atteindre son objectif) est assez rare entre systèmes d'échange alternatifs mais systématique pour les prestataires de la Zinne (que l'on peut aussi payer avec la monnaie ayant cours légal, par définition).

3. Satisfaction des besoins sans euros

Cette expérience confirme des résultats parfaitement prévisibles : il est aujourd'hui impossible de payer la banque, les assurances, les impôts, la plupart des fournitures (eau-gaz-électricité) autrement qu'en euros. Mais également que l'épargne non plus n'est pas directement possible sans euros.

Un autre résultat assez peu étonnant mais bien établi est que, sans euros, la question de l'organisation est centrale. Spontanéité (au-delà des seuls achats compulsifs) et improvisation (ou urgences pharmaceutiques) sont difficilement combinables avec cette expérience.

De même, la Zinne a souvent été utilisée, à la fois car elle permet d'acquérir beaucoup de biens (notamment grâce aux supermarchés du réseau) mais aussi parce qu'elle fonctionne - en pratique - exactement comme l'euro. Contrairement à d'autres systèmes, elle se veut évidemment plus universelle : elle ne se restreint, a priori, à aucun bien ou service (sauf exceptions évidentes telles armes ou drogues illicites), n'est pas destiné à un public particulier (comme les frigos solidaires) et peut, en soi, être généralisé (contrairement à la distribution d'invendus).

Fiche thématique – Vivre sans euro

Discussion

Plusieurs participants ont trouvé l'expérience trop courte. D'abord car une semaine ne permet pas d'être confronté à certaines dépenses, telles qu'un abonnement mensuel ne tombant pas cette semaine-là (ou les vacances!); vu les stocks disponibles à la maison; vu le report facile de certaines dépenses à la semaine suivante (vêtements, par exemple). Une durée d'une semaine rend moins nécessaire aussi de négocier pour pouvoir se débrouiller sans euros : convaincre son propriétaire d'accepter une partie du loyer en Zinne; persuader un commerçant d'accepter la monnaie locale; mettre en place une cantine bio pour les employés en remplacement des chèques-repas. Certes, l'atelier de simulation avait servi à imaginer ce qu'on ferait pour ses dépenses non rencontrées ladite semaine (ex. stage ADEPS des enfants) mais cela reste une limite de l'expérience.

Le fait qu'il ne soit pas toujours simple de répondre à nos envies au moment où elles se manifestent a le plus souvent été cité comme frein mais pourrait être vu comme un levier pour faire changer les mentalités et habitudes de consommation. Après tout, la résilience ne passe-t-elle pas par une sobriété volontaire, que ces systèmes d'échange alternatifs permettraient de favoriser ? La question n'a pas été creusée mais mérite réflexion. En tout cas, plusieurs participants ont découvert de nouveaux commerçants et ont changé leurs habitudes de consommation, au moins le temps de cette semaine. La question de la pérennité et de l'ampleur des changements dans les habitudes de consommation est clairement posée et tout aussi certainement en lien avec la problématique plus générale de résilience urbaine.

La question se pose d'ailleurs aussi pour la facilité avec laquelle on peut se servir de la Zinne - pratiquement aussi facilement que de l'euro. Cela implique-t-il qu'une monnaie est le moyen idéal ou celui auquel on est le plus habitué ? Si la Zinne a souvent été citée comme moyen le plus facile, c'est peut-être aussi parce que les autres (pensons au frigo solidaire) sont moins facilement généralisables. Après tout, on peut faire ses courses dans un supermarché bio en Zinne comme on irait dans une grande surface avec des euros. Difficile de dire si notre expérience conclut que c'est là le moyen le plus plébiscité dans l'absolu ou juste celui qui nous demande le moins d'effort d'adaptation. Quelques participants le soulignent d'ailleurs : la Zinne est évidemment plus "pratique" mais en termes de résilience, tous les systèmes d'auto-production et de dons apportent bien davantage. Et la transition vers un monde basé sur les communs n'a pas à ou ne peut être "facile". On pourrait même soutenir que le changement de comportements voulu ne peut, par définition, se faire "facilement".

La question de l'épargne mérite d'être creusée aussi car si les systèmes d'échange ne permettent en effet pas de se constituer une épargne individuelle - en tout cas, pas très élevée, à très long terme ni avec un quelconque rendement financier -, leur contribution potentielle à la résilience - si elle est confirmée - est en soi une forme d'assurance. Après tout, le développement de biens communs (via l'investissement de la réserve de contrepartie dans des coopératives, des terrains ou des immeubles mis au service de la collectivité, par exemple) ou de la résilience de la ville (potagers collectifs, pratiques de solidarité et de délibération collective,...) offrent certainement une forme d'assurance pour l'avenir, ce qui est une fonction essentielle de l'épargne.

L'indisponibilité de l'euro telle qu'étudiée dans le cadre de ce projet (simulation en atelier ou sur le terrain) ne permet évidemment pas de vivre les émotions et pulsions qui ne manqueraient pas de se manifester dans un scénario d'effondrement. Ni dans le sens d'une lutte plus ou moins égoïste pour la survie (et, par exemple, de troc au plus offrant), ni dans l'entraide spontanée qui semble omniprésente dans les situations catastrophiques (du type 11 septembre ou autres).

Fiche thématique – Vivre sans euro

Recommandations

Mesures conseillées	Avantages
Augmenter le nombre d'utilisateurs et de commerces (même si le volume en circulation restait faible)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ plus grande visibilité et donc confiance ▪ maintien d'un "réseau dormant" qui pourrait monter en puissance en cas de perte de confiance en l'euro
Soutien des pouvoirs publics (via l'acceptation de paiement de certaines taxes) + financement transcommunal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ permet d'inspirer confiance (et donc l'acceptation par un plus grand public) ▪ augmente le volume en circulation et permet de fermer les boucles économiques ▪ la monnaie citoyenne aurait <i>de facto</i> quasi cours légal si elle était acceptée pour le paiement des taxes ▪ dans le cas de subsides : pérennité plus probable
Ajouter explicitement la "résilience" comme critère en soi (et au-delà de l'objectif général)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ permettrait d'accepter des opérateurs économiques cruciaux pour la résilience "pure" (et même s'ils ne sont pas forcément exemplaires en termes d'ESG). Par exemple, distributeurs d'eau-gaz-électricité, transports en commun, pharmacies,...
Paiement partiel de salaires, primes, lunch,... par entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ▪ permet injection plus massive et de toucher un plus large public => dynamisme, confiance, volume, boucles économiques
Boucles entre le gros millier d'opérateurs économiques liés aux monnaies citoyennes en Belgique francophone	<ul style="list-style-type: none"> ▪ monnaie BtoB comparable au WIR suisse (que l'on dit "contracyclique" = lisse les hauts et les bas économiques) ▪ Au minimum : favoriser les rencontres entre ces acteurs pour favoriser les boucles économiques locales (à l'échelle de la Belgique, on reste longtemps "local")
Penser dès maintenant à un mécanisme d'injection de Zinnes en cas d'indisponibilité de l'€	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Beaucoup de pistes mais pas encore de recommandation : <ul style="list-style-type: none"> ○ via un travail réalisé comme à la Beescoop ? ○ En définissant un tarif horaire? ○ via des SEL ? ○ via un travail d'utilité collective ? ○ ou carrément une allocation universelle ?
Mettre sur pied un système de paiement électronique (géré par les citoyens)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ faciliterait la vie des utilisateurs comme des opérateurs économiques ▪ réduirait la nécessité de gérer des comptoirs de change (et donc, de travail bénévole, donc limite le risque d'essoufflement, donc pérennité du système,...) ▪ limiterait le risque de fraude (surtout en cas de rapide montée en puissance; ce qui arriverait si rapide soutien public OU crise OU acceptation par plus gros acteurs comme la STIB) ▪ permettrait une montée en puissance rapide (non nécessité de réimpression) ▪ faciliterait le BtoB (le "WIR" à la belge)
Affectation résiliente de la réserve de contrepartie (les euros reçus par l'ASBL contre sa monnaie citoyenne)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ limiter la part placée sur un simple compte d'épargne (qu'il soit éthique ou non) car celui-ci fondrait aussi en cas d'hyperinflation ▪ être attentif à la garantie des dépôts) ▪ penser à investir dans des coopératives locales (crédit alternatif, accès à la terre, immobilier social, énergies renouvelables, café équitable,...) ▪ Pour les plus survivalistes : stocker des sardines, des bougies, du sel, de la farine,...
Entamer une réflexion sur les moyens de contribuer à une logique de prix juste	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alimenter la réflexion sur une alternative à la détermination des prix par l'offre et la demande